

## Appel de Valence

# Les sciences sociales contre-attaquent

*Paris, le 31 mars 2025*

À rebours d'un certain regard médiatique, parfois trop prompt à reprendre à son compte les mots de l'extrême droite, les chercheuses et chercheurs en sciences sociales construisent des enquêtes et des outils pour éclairer scientifiquement la condition des jeunes filles et des jeunes garçons, dans les territoires urbains et ruraux. Le croisement de leurs regards montre que, loin des oppositions simplistes, les jeunesses populaires partagent aussi des aspirations, préoccupations et difficultés communes. Ces analyses ont nourri le colloque « Jeunesse, territoires, violences : un éclairage des sciences sociales » qui s'est tenu à Valence le 28 mars 2025 et a rassemblé, aux côtés des universitaires, des professionnel·les de l'éducation, des personnes et organisations engagées dans l'éducation populaire et la protection de la jeunesse.

### **Des attaques qui se multiplient contre la recherche et l'enseignement**

En Europe comme aux Etats-Unis, l'extrême droite et ses idées sont aujourd'hui à l'origine d'attaques récurrentes contre la recherche et l'enseignement des sciences sociales. Au lycée, dans la continuité de leurs attaques contre les programmes scolaires, des parents d'élèves et associations d'extrême droite s'en prennent nommément à des professeur·es, sans considération pour leur sécurité. Des élu·es se font les relais de ces attaques au sein même de nos institutions politiques et n'hésitent pas à remettre en cause des connaissances scientifiquement établies au nom de leurs peurs infondées.

En cours de sciences économiques et sociales (SES), les enseignantes et enseignants s'appliquent à rendre accessibles les apports de la recherche pour former leurs élèves à l'analyse des faits, au travail sur des données sourcées et à la construction de raisonnements complexes qui tiennent compte des débats scientifiques contemporains. Les professeur·es de SES doivent pouvoir continuer à traiter, ainsi que les programmes le prévoient, de la fiscalité, de la formation de l'opinion ou de la question des inégalités de genre sans crainte de devenir la cible d'attaques réactionnaires. Elles et ils doivent pouvoir interroger en classe les contours de l'Etat de droit sans être accusé·es de faire de la politique, évoquer les limites écologiques de la croissance économique sans être accusé·es de prosélytisme ou analyser les mécanismes explicatifs de la délinquance sans subir de procès en laxisme.

### **Plus de sciences sociales à l'École pour produire des citoyennes et citoyens éclairé·es**

Les professeur·es de SES doivent aussi pouvoir continuer à faire ce métier dans des conditions d'enseignement qui permettent la mise en œuvre d'une pédagogie diversifiée et qui laissent toute sa place à la pluralité des approches et des méthodes des sciences sociales. On ne peut se satisfaire de la place donnée aujourd'hui aux sciences sociales à l'École, dans un contexte de montée des tensions et de diffusion de fausses nouvelles : les SES ne font partie du « tronc commun » des matières enseignées aux élèves en classe de seconde qu'à raison d'1h30 par semaine, la plupart du temps en classe entière de 35 élèves. Il est indispensable aujourd'hui de revaloriser l'horaire dédié à l'enseignement des sciences sociales au lycée, notamment en seconde, et de construire des programmes scolaires en prise avec les questions vives de société, nourris des apports les plus récents de la recherche universitaire et fondés sur un principe de pluralisme scientifique. Ne pas garantir un tel enseignement en sciences sociales à l'École, c'est renoncer à la possibilité de former intellectuellement des citoyen·nes critiques et mieux informé·es, capables de résister à la montée des discours haineux et populistes.

Ainsi, pour que les sciences sociales puissent continuer à jouer leur rôle dans le débat démocratique et la formation des citoyen·nes, nous appelons à leur défense, au lycée comme à l'université, ainsi qu'à la protection de la liberté pédagogique et académique des enseignant·es et des chercheuses et chercheurs.